

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale
IDCC : 1702. – TRAVAUX PUBLICS
(Tome II : Ouvriers)

AVENANT DU 22 DÉCEMBRE 2011
RELATIF AUX SALAIRES ET AUX PRIMES
DES OUVRIERS DES TRAVAUX DE VOIES FERRÉES
NOR : ASET1250242M
IDCC : 1702

Entre :

Le SETVE,

D'une part, et

La FNCB CFDT ;

La fédération BATIMAT-TP CFTC ;

La CGT-FO BTP,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ professionnel d'application

Le présent avenant, établi en conformité des dispositions de l'article 1^{er} de la convention collective nationale des ouvriers de travaux publics du 15 décembre 1992, s'applique aux ouvriers de la spécialité travaux de voies ferrées, à l'exception des ouvriers des chantiers du métropolitain (RATP) ⁽¹⁾.

Article 2

Salaires

a) Barèmes des minima régionaux

Les barèmes des minima sont négociés paritairement à l'échelon régional une fois par an.

Ces barèmes régionaux sont ceux en dessous desquels aucun des ouvriers des chantiers autres que ceux définis au paragraphe *b* ci-après, ne peuvent être rémunérés.

L'ensemble des chantiers en question comprend même ceux où les ouvriers y sont déplacés et quelle que soit la durée des travaux.

(1) Pour les ouvriers travaillant à la construction, au renouvellement, à la modernisation et à l'entretien des voies ferrées de la RATP et réseaux similaires, se reporter à l'adaptation du présent avenant auxdits ouvriers, en date du 6 juillet 1973.

Exemples : aménagement d'un triage, chantiers d'assainissement, renouvellement hors suite, travaux d'entretien.

b) Barème minimal national

Préambule

Le barème minimal national, déterminé ci-après, n'est applicable qu'aux ouvriers des chantiers mobiles, affectant une ou plusieurs régions : uniquement travaux itinérants de « suites rapides », « suites classiques » ou de remplacement d'appareils ou d'entretien mécanisé, dont le programme est planifié périodiquement par la SNCF.

But du barème national

L'établissement d'un barème minimal national pour les ouvriers des chantiers mobiles a pour but d'harmoniser et simplifier les salaires payés, quelles que soient la ou les régions traversées par les chantiers.

Détermination du barème national

Le barème national est établi en prenant comme base la moyenne pondérée des valeurs annuelles afférentes à la grille de classification des ouvriers de travaux publics.

Le barème des minima annuels correspond à une durée de travail de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année.

Méthodologie de calcul pour l'année 2011

(En euros.)

RÉGIONS de référence	VALEURS ANNUELLES RÉGIONALES MINIMALES POUR L'ANNÉE 2011						
	N I P1	N I P2	N II P1	N II P2	N III P1	N III P2	N IV
Alsace	17 560	17 730	18 405	20 410	21 755	23 775	26 020
Centre	17 782	18 241	18 908	21 175	22 688	23 769	25 930
Ile-de-France	18 160	18 395	19 215	21 370	22 675	24 950	27 200
Picardie	17 642	18 066	18 618	20 851	22 343	24 417	26 634
Rhône-Alpes	17 775	18 346	19 424	21 322	22 995	24 990	27 146

(En euros.)

RÉGIONS de référence	CALCUL DES VALEURS MOYENNES PONDÉRÉES RÉGIONALES POUR L'ANNÉE 2011							
	Pondération	N I P1	N I P2	N II P1	N II P2	N III P1	N III P2	N IV
Alsace	1	17 560	17 730	18 405	20 410	21 755	23 775	26 020
Centre	2	35 564	36 482	37 816	42 350	45 376	47 538	51 860
Ile-de-France	4	72 640	73 580	76 860	85 480	90 700	99 800	108 800
Picardie	1	17 642	18 066	18 618	20 851	22 343	24 417	26 634
Rhône-Alpes	3	53 325	55 038	58 272	63 966	68 985	74 970	81 438
Cumul des valeurs pondérées	11	196 731	200 896	209 971	233 057	249 159	270 500	294 752

Le barème annuel national minimal des ouvriers des chantiers mobiles de voies ferrées sera déterminé comme suit :

(En euros.)

	VALEURS MINIMALES DU BARÈME ANNUEL NATIONAL DES OUVRIERS des chantiers mobiles VF pour l'année 2011						
	N I P1	N I P2	N II P1	N II P2	N III P1	N III P2	N IV
Coefficients hiérarchiques	100	110	125	140	150	165	180
Cumul des valeurs régionales pondérées	196 731,00	200 896,00	209 971,00	233 057,00	249 159,00	270 500,00	294 752,00
Barème annuel minimal VF (Cumul valeurs pondérées / cumul coefficients pondération)	17 884,64	18 263,27	19 088,27	21 187,00	22 650,82	24 590,91	26 795,64

Application du barème annuel national

Les valeurs minimales ainsi déterminées constituent le barème minimum annuel national par coefficients hiérarchiques auquel les ouvriers des chantiers mobiles soumis au barème national devront être payés pour l'année 2011.

Elles seront mises à jour tous les ans, en fonction de l'évolution des barèmes minima dans les régions de référence.

Article 3

Travail de nuit

En complément des dispositions de la convention collectives des ouvriers TP en vigueur.

a) Travail de nuit programmé

1. Le travail de nuit organisé et prévu, s'effectue entre 21 heures et 6 heures du matin. Les heures comprises dans la période 21 heures – 23 heures et la période 5 heures – 6 heures sont majorées de 30 %. Les heures comprises dans la période 23 heures – 5 heures sont majorées de 50 %.

2. La nuit du dimanche au lundi est celle du repos hebdomadaire normal. Si elle est travaillée, les heures sont majorées de 100 %.

3. En cas de travail partiel de jour et partiel de nuit, les heures de nuit sont majorées de 30 % ou 50 % ou 100 % comme il est dit ci-dessus.

b) Travail de nuit exceptionnel

Lorsque les ouvriers sont amenés à travailler au-delà de l'horaire journalier habituel qui s'entend « travail de jour » par suite d'une prolongation exceptionnelle de l'horaire de travail ou d'un décalage exceptionnel de cet horaire (déraillements, incidents, travaux nécessaires à la sécurité, etc.), les heures de travail effectives, comprises entre 21 heures et 6 heures, donnent lieu à une majoration de 100 %.

Les horaires de travail ne devront pas dépasser 12 heures par poste.

c) Paiement des majorations de nuits

Le paiement des majorations sera effectué dans le mois de réalisation ou au plus tard le mois suivant.

d) Application conventionnelle

La définition du travailleur de nuit, le repos et le suivi médical sont repris dans l'accord BTP du 12 juillet 2006.

Le présent article s'applique sans préjudice de l'application des dispositions de l'accord BTP du 12 juillet 2006.

Article 4

Travail exceptionnel du dimanche et des jours fériés

Lorsque les ouvriers sont amenés à travailler un dimanche ou un jour férié, les heures de travail effectuées dans ces conditions sont majorées de 100 %.

a) Paiement des majorations

Le paiement des majorations sera effectué dans le mois de réalisation ou au plus tard le mois suivant.

Article 5

Non-cumul des majorations

Les majorations pour heures supplémentaires, heures exceptionnelles de nuit et travail exceptionnel du dimanche et des jours fériés ne se cumulent pas.

La majoration la plus favorable sera appliquée.

Article 6

Indemnité forfaitaire pour remboursement partiel des frais de déplacement engagés par les ouvriers hébergés en trains-parcs ou unités mobiles

L'ouvrier déplacé et hébergé ayant indiqué un domicile métropolitain lors de son embauche, a droit à une indemnité forfaitaire de remboursement partiel de frais suivant les dispositions ci-après :

Ladite indemnité vise les sujétions inhérentes aux chantiers itinérants pour lesquels les entreprises disposent d'un hébergement en unités mobiles (wagons aménagés, bungalows, caravanes) destinées aux ouvriers que l'hôtellerie ne peut accueillir.

Elle consiste en un remboursement partiel, à négocier par chaque entreprise, des frais qu'entraîne le nomadisme des chantiers, principalement en ce qui concerne les dépenses supplémentaires de nourriture et les frais consécutifs à l'éloignement du domicile métropolitain.

Article 7

Congés payés et autorisation d'absence au-delà de la durée légale

Les travailleurs étrangers désirant se rendre dans leur pays d'origine à l'occasion de leurs congés, pourront cumuler l'ensemble de leurs droits à congés annuels.

Toute absence supérieure non rémunérée sera soumise à l'accord de l'employeur.

L'ouvrier devra présenter sa demande de congés et d'éventuelle autorisation d'absence au moins 2 mois avant sa date de départ.

L'employeur s'engage à formuler sa réponse dans un délai de 15 jours après la demande du salarié.

Préalablement, et au moins 8 jours avant sa date de retour, l'ouvrier sera tenu de se mettre en rapport avec l'entreprise pour connaître le lieu où il devra se rendre pour sa reprise de travail.

Article 8

Equipements de protection individuelle (EPI)

Des équipements de protection individuelle sont attribués aux ouvriers concernés, conformément aux textes en vigueur.

Ces équipements sont strictement personnels et adaptés aux fonctions. Ils sont fournis par l'entreprise au fur et à mesure des besoins après récupération des EPI usagés.

Article 9

Hébergement du personnel déplacé. – Sécurité. – Santé

Lorsque l'entreprise met à la disposition du salarié ses propres installations d'hébergement, elle doit veiller à leur bon état et à en assurer l'entretien.

Les lieux d'hébergement et leur utilisation doivent être conformes aux décrets et règlements concernant l'hygiène et la salubrité, repris par l'OPP BTP.

Les ouvriers doivent maintenir ces installations en bon état et veiller à leur propreté.

Aucune contribution financière n'est demandée aux ouvriers pour l'occupation des lieux d'hébergement, cette occupation étant limitée soit à l'échéance du chantier, soit à celle du contrat de travail.

Article 10

Adhésion

Toute organisation syndicale non signataire du présent avenant pourra y adhérer conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Article 11

Dépôt

Le texte du présent avenant sera déposé à la direction des relations du travail et au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris, conformément aux dispositions de l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 12

Validité du présent avenant

A la date de son entrée en vigueur, le présent avenant se substitue dans toutes les dispositions à l'avenant du 18 novembre 1970 et aux accords le complétant.

Le présent avenant est applicable à compter du 1^{er} janvier 2012, aux ouvriers des entreprises de voies ferrées.

Il est bien spécifié que toutes les dispositions de la convention collective du 15 décembre 1992 et de ses avenants, qui ne sont pas repris par le présent avenant, demeurent applicables.

Article 13

Extension

Les parties signataires demanderont l'extension du présent avenant conformément aux dispositions des articles L. 2261-19 et suivants du code du travail.

Article 14

Force obligatoire du présent avenant

Les conventions ou accords d'entreprise ou d'établissement ne peuvent comporter des clauses dérogeant aux dispositions du présent avenant, sauf dispositions plus favorables aux salariés.

Les dispositions du présent avenant remplacent les clauses des contrats individuels ou collectifs existant lorsque les clauses de ces contrats sont moins avantageuses pour les ouvriers qui en bénéficient.

Fait à Paris, le 22 décembre 2011.

(Suivent les signatures.)